

Comment régénérer le socle idéologique du socialisme ? Après le marxisme, il faut aller plus loin que l'« humanisme » libéral

Dans ce moment où le Parti socialiste cherche à se reconstruire, à renouer des liens à la fois respectueux et efficaces avec le monde intellectuel, il n'est pas inutile d'essayer de cerner ce qui peut faire obstacle à cette consolidation tant attendue.

Cela fait bien longtemps que les responsables du PS ont passé par pertes et profits l'héritage marxiste qui avait fourni les bases théoriques de la refondation d'Épinay. Qui pense aujourd'hui à constituer un « front de classe » permettant de « rompre avec le capitalisme » ? Le problème, c'est que ces notions, à l'évidence discutables, ont été abandonnées sans être discutées, au fil d'une dérive gestionnaire sensible dans les pratiques comme dans les discours. Et lorsque le socialisme se coupe d'une pensée de l'exploitation, de la domination et de l'aliénation, il n'est plus que l'ombre de lui-même.

Les interminables querelles de personnes occupent alors le devant de la scène, sans qu'aucune perspective d'idées nouvelles ne parvienne à émerger. Et cela, alors même que la gauche française, en des œuvres aussi différentes que celles de Michel Foucault ou d'André Gorz, dispose depuis les années 1980 ou 1990 de réflexions de haute tenue, et de grand avenir : Michel Foucault, pour réfléchir à la montée en puissance des « biopouvoirs » et des « sociétés de contrôle » et pour explorer les modalités d'une nouvelle émancipation ; André Gorz, pour articuler la ques-

Frank Burbage

Professeur de philosophie au lycée Auguste-Blanqui (Saint-Ouen)

tion sociale et la question écologique, et pour redonner sens à une critique intelligente de l'économie.

Quel est aujourd'hui le socle idéologique « moyen » du Parti socialiste ? Trois éléments principaux apparaissent structurants : l'appel à la préservation et à la rénovation des institutions de la sécurité individuelle et collective (éducation, parcours professionnels) – contre les violences de la dérégulation néolibérale, dans la perspective d'un État prévoyant – ; l'appel à une distribution plus équitable des revenus et des patrimoines, à une plus grande égalité des chances – contre le creusement des inégalités, dans la perspective d'une société effectivement ouverte à tous – ; l'appel à une croissance ou à un développement mieux régulés et « durables » – contre les démesures d'un capitalisme spéculatif et dispendieux, dans la perspective d'une économie de marché soumise aux exigences de la véritable « civilisation ».

C'est important, mais loin d'être suffisant. C'est de surcroît lourd d'un certain nombre d'oublis ou d'équivoques, qu'il importe de porter au débat collectif. Consolider les « capacités » individuelles est un

projet très louable. Mais où passe la réflexion sur les biens communs, sur la propriété sociale, sur les espaces collectifs d'action, de pouvoir et de culture ? La question de la justice ne se réduit pas à celle du « partage (équitable) des richesses ». Il s'agit aussi de décider de ce qui doit rester hors du champ de l'appropriation et de la consommation privées : des espaces, des temps, des biens proprement sociaux et publics. La question des limites de la sphère marchande est décisive, elle est très et trop souvent délaissée.

« La question sociale et la question écologique demandent aujourd'hui à être très étroitement articulées »

Le souci de l'équité est porté par des politiques qui ne sont pas nécessairement socialistes. C'est (heureusement) le lot commun du « libéralisme politique » en général. Mais la substitution systématique de la notion d'équité à celle d'égalité conduit à éluder des questions d'importance, sur lesquelles les socialistes auraient intérêt à se positionner : quel est le taux et le type d'inégalités tolérables et même bénéfiques dans la société d'aujourd'hui ? Dans quels cas l'égalité doit-elle être absolue ? Dans quels cas doit-elle être relative ? Quel type d'égalitarisme doit être

aujourd'hui porté et cultivé par un socialisme contemporain ?

L'appel au développement « durable » signale moins une avancée qu'une persistante confusion. Car la critique du « matérialisme » des sociétés contemporaines et l'appel à la considération des vrais besoins humains s'inscrit dans l'horizon d'un humanisme qui reste très étroit : on veut un développement (enfin) humain, une « politique de la civilisation » ! Mais c'est ce même humanisme qui a justifié et qui justifie encore, au nom de la valeur transcendante de l'homme et de ses droits, l'exploitation illimitée de la Terre.

L'idéologie actuelle du « développement humain » reproduit sans cesse cette présupposition anthropocentriste, renforcée par l'attention portée au sort des générations (humaines) futures. Et cela, alors même que la question sociale et la question écologique demandent aujourd'hui à être très étroitement articulées.

Or cette articulation n'est possible que si l'on engage la critique de l'anthropocentrisme dominant, dans une perspective qui gagne à s'instruire plutôt chez Claude Lévi-Strauss que chez Edgar Morin. Si nous bénéficions et participons à une société de grande valeur, celle-ci ne s'arrête pas aux frontières de l'humanité.

La relation d'ensemble que nous tissons avec la multitude des choses et des êtres, des milieux et des éléments terrestres, complète et enrichit les perspectives strictement humaines. Et la Terre n'est pas seulement un ensemble de moyens destinés à

nos usages et à nos consommations. Ainsi il ne revient pas du tout au même de s'inquiéter du seul réchauffement climatique ou d'y adjoindre la question, aujourd'hui également cruciale, de la biodiversité. Car si le réchauffement climatique menace à l'évidence les implantations humaines, l'expansion illimitée et incontrôlée de l'humanité, puissance impériale à la surface de la Terre, menace la multitude des êtres présents et vivants sur cette planète. Que les « modernes » que nous sommes se soient autorisés à les tenir pour de simples choses ou pour des morceaux utilisables de chair ou de matière, c'est aussi cela qui doit être mis en question.

Si le « postmatérialisme » désormais mis en avant par les responsables du Parti socialiste devait nous confiner dans l'horizon fermé de « l'humanisme intégral » ; si le socialisme devait se réduire à n'être qu'« une manière particulière d'interpréter le cadre capitaliste dans lequel nous vivons » (Marcel Gauchet), le tournant écologique du socialisme serait, une fois encore, manqué. On peut, au contraire, travailler à instruire le chantier d'un socialisme écologique : articuler la pensée des biens communs, de l'action démocratique, de l'égalité des conditions, avec celle d'une Terre enfin respectée. ■

Cette tribune fait suite au débat entre Christian Paul (Parti socialiste, Laboratoire des idées) et Marcel Gauchet. On peut lire le texte de ce débat sur le site <http://laboratoiredesidees parti-socialiste.fr>

Les dilemmes de la gauche européenne La fragmentation du monde salarial bouscule les credo de la justice sociale

En politique, l'électeur sonne toujours deux fois. En juin, le scrutin européen avait mis en évidence l'affaiblissement de la gauche. La lourde défaite du SPD allemand en apporte confirmation, même si ce parti est incomparablement plus solide et responsable que le PS français.

La crise est certes bien moins uniforme qu'on pourrait le penser. La gauche espagnole se porte plutôt bien, de même que la social-démocratie scandinave, ce qui n'est pas négligeable. Elle n'a pas non plus la même intensité partout. C'est en France et en Italie qu'elle est la plus grave, notamment pour des raisons historiques : ces deux pays ont abrité deux puissants partis communistes aujourd'hui considérablement affaiblis. Malgré cela, la gauche européenne affronte des problèmes structurels conjoints.

Il faut tout d'abord tenir compte de l'émiettement considérable du monde ouvrier dans une société de services. Les salariés se sentent de moins en moins solidaires les uns des autres et cela pour des raisons autant économiques que culturelles. N'oublions pas, par exemple, que les bénéficiaires des bonus dont on parle tant aujourd'hui sont eux aussi des salariés ! Cet éclatement du monde salarial s'explique à son tour par les progrès de la technologie qui ont transformé les métiers, mêmes les plus traditionnels, la mondialisation financière qui a créé une classe de salariés très privilégiés et qui a aussi intensifié la concurrence entre salariés de pays riches et les pays émergents.

Ces mutations sociologiques sont naturellement très importantes. Mais elles n'expliquent pas tout. Car on aurait pu très bien imaginer que dans un monde où le rapport des forces joue en faveur du capital et non du travail ce dernier soit plutôt tenté de reporter ses suffrages vers les partis de gauche. Or tel n'est pas le cas.

D'autres explications sont donc nécessaires. La première tient à la fragmentation du monde salarial, accompagnée d'un puissant mouvement d'individualisation des préférences et des choix qui conduit moins à la solidarité collective qu'à la suspicion vis-à-vis de tout groupe social qui, à tort ou à raison, peut apparaître comme bénéficiaire d'un traitement de faveur. Il est probable que la gauche

Zaki Laïdi

Directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po

comme la droite allemande ont électoralement pâti des défections des électeurs qui ne comprenaient pas pourquoi on en était venu à sauver si facilement les banques et les grandes usines automobiles et non les PME. Ce ressentiment des petits contre les gros explique largement le succès du Parti libéral, pour qui la crise doit permettre d'aller vers des solutions plus libérales fondées sur la compétition plutôt que sur la recherche de la protection de l'État, surtout lorsque celle-ci profite inégalement aux salariés.

Ce dilemme politique n'est pas le seul. S'y adjoint la difficulté à arbitrer entre les intérêts des salariés (*insiders*) et ceux des exclus (*outsiders*). On sait, par exemple, que plus on augmente le salaire minimum, plus on relève les barrières à l'entrée des travailleurs non qualifiés. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs les salaires minimums par branche industrielle sont probablement préférables au salaire minimum universel, car ils tiennent compte de la productivité différenciée des différents secteurs d'activité.

Inhibition face au marché

On comprend dans ces conditions qu'un travailleur non qualifié ne se reconnaît pas spontanément dans un parti de gauche qui a tendance à défendre prioritairement les salariés en place dont certains disposent d'ailleurs de fortes garanties face à la crise comme les fonctionnaires, surreprésentés dans l'électorat socialiste français. Ces dilemmes sociaux se posent naturellement à tous les partis politiques. Mais ils se posent particulièrement à la gauche qui doit procéder à des arbitrages entre couches sociales qui se reconnaissent traditionnellement en elle.

C'est donc à la manière dont elle peut résoudre ces différents dilemmes que la gauche européenne doit s'atteler plutôt que de continuer à répéter, comme elle le fait en France, que son recul s'explique par le fait de n'avoir pas été assez à gauche.

La fragmentation du monde salarial constitue donc une explication centrale à la crise de la social-démocratie. Mais il faut y ajouter une autre interprétation qui tient à la transformation des conditions dans lesquelles s'opère la redistribution sociale. Traditionnellement, la gauche a toujours eu pour souci prioritaire de lutter contre les inégalités et accordé une confiance immodérée à la redistribution par la fiscalité directe ou indirecte. On prenait aux riches pour donner aux pauvres. La difficulté vient qu'aujourd'hui les inégalités se forment très tôt et bien avant l'entrée dans la vie active.

De surcroît, la redistribution classique ne permet plus de réduire certaines inégalités de départ qui sont bien plus fondamentales que les inégalités de revenus. Or pour lutter contre les inégalités d'accès à l'éducation, la culture, la santé ou à la formation, sans parler des discriminations sexuelles ou ethniques, les mécanismes classiques de la redistribution fonctionnent de manière imparfaite. De plus, les mécanismes d'incitation sont parfois plus efficaces que les mécanismes de redistribution. Or c'est un domaine où la réflexion de la gauche est extraordinairement pauvre, car il y a chez elle une sorte d'inhibition à penser que les mécanismes du marché puissent réduire les inégalités.

Reste, enfin, un troisième enjeu auquel la gauche se trouvera de plus en plus confrontée à l'avenir : il concerne les conséquences sociales du changement climatique. L'introduction d'une taxation environnementale entraînera forcément des problèmes de redistribution. Le risque est de voir certains partis de gauche résister à la mise en place d'une fiscalité verte audacieuse au prétexte que celle-ci pourrait pénaliser les plus faibles, ce qui n'est d'ailleurs pas faux en soi si certaines précautions ne sont pas prises.

Il n'y a aucune fatalité au recul de la gauche si l'on admet une fois pour toutes que les questions de justice sociale sont plus que jamais au cœur du débat public. Cela d'autant plus que le bilan de la droite, en France notamment, est très décourageant : pratique du pouvoir détestable, fiscalité injuste, finances publiques laissées froidement à la dérive jusqu'en 2012, indifférence pour le sort des banlieues, confusion délibérée entre activisme et réformisme. ■

LES QUESTIONS DU MERCREDI

France Inter - « Le Monde » avec Dailymotion

Jean-Paul Huchon

Président PS de la région Ile-de-France

Pourquoi partez-vous en guerre contre le projet de loi sur le Grand Paris ?

L'extension de l'Ile-de-France jusqu'à la mer, jusqu'aux portes du Havre, était un grand projet. Au lieu de quoi nous avons un médiocre précipité qui ne traite que de la création d'une autorité administrative supplémentaire qui va prendre la place des élus et qui ne sera utile aux Franciliens d'aucune manière. Un grand métro va être créé.

Un grand métro que le rapporteur du budget Gilles Carrez, chargé d'une mission sur son financement, déclare ne pas pouvoir voir mettre en œuvre avant 2035 ! Je suis chargé des transports et je ne pense pas que les Franciliens attendront 2035 pour avoir des RER confortables qui arrivent à l'heure, une ligne 13 qui ne soit pas une catastrophe dans laquelle les gens s'entassent à plus de quatre au m², un vrai transport de banlieue à banlieue et du nouveau matériel ferroviaire. Ce que je crains, c'est que l'argent dépensé sur cette espèce de « grand huit » qui passe dans des lieux actuellement vides et qui ne desservira que quatre ou cinq « pôles d'excellence » n'ait aucun rapport avec les besoins en transport des habitants.

Le gouvernement annonce 800 000 emplois supplémentaires d'ici quinze ans. Ce n'est quand même pas rien. N'y avait-il pas moyen de s'entendre avec l'Etat ?

Une loi a organisé la décentralisation des transports. Les élus ont fait leur travail. Ils ont consacré 500 millions d'euros par an à améliorer le fonctionnement des transports, ont créé des lignes de bus, augmenté la fréquence des trains, permis que les jeunes et les moins jeunes puissent rouler la nuit dans le métro jusqu'à 2 h 15 le matin. Ils ont avancé un projet Arc Express qui est un métro automatique aussi, mais à 6-7 km de Paris et qui dessert de vraies zones urbanisées. Je ne

veux pas voir disparaître tous ces projets. Ce que vous redoutez le plus, c'est que l'Etat, via la société du Grand Paris, mette la main sur le foncier ?

Il va pouvoir préempter 1,5 km autour des gares. Autant d'occasions de spéculation foncière et immobilière. Des gens vont se régaler dans cette affaire. Ça me fait penser à la vieille époque avec l'affaire Aranda [ex-collaborateur du ministre Albin Chalandon qui dénonça les liaisons entre politique et milieux d'affaires]. C'est de l'affairisme selon vous ?

Derrière cela, il y a des soupçons d'affairisme, absolument. Mais les attentes d'infrastructures sont fortes du côté des Franciliens. A la limite, peu leur importe que l'Etat ou la région prennent le dossier en main.

Pour moi ça fait une grande différence. Je ne suis pas pour le napoléonisme, le centralisme, le retour au baron Haussmann, parce que je ne crois pas que l'Etat soit un meilleur gestionnaire que les collectivités locales. Tous ces gens qui voudraient nous donner des leçons sont bien en peine de le faire, avec ce déficit public et cette dette abyssale qu'ils traînent.

Que va-t-il se passer si vous refusez de voter le projet de loi. Tout sera bloqué ?

M. Fillon a dit : « Ce texte ne pourra pas s'appliquer s'il n'a pas l'adhésion des collectivités locales ». Alors pourquoi le gouvernement a-t-il présenté ce projet en marchant littéralement sur la tête des élus et des citoyens ? Croyez-vous que Christian Blanc ait discuté avec un citoyen ? Et avec un élu ? Vous travaillez ensemble naguère lorsque Michel Rocard était premier ministre. Vous ne lui parlez plus ?

Il est devenu UMP. Je suis toujours socialiste et j'essaie de développer les transports en Ile-de-France. Il a refusé de me voir pendant plus d'un an. Et je n'étais pas dans son bureau lorsqu'il a décidé de son fameux « grand huit ».

Vous le prenez comme un mauvais coup politique avant les régionales ?

Je le prends comme les séquelles du jacobinisme, un machin complètement ringard qui n'existe nulle part en Europe. ■

Propos recueillis par Jean-François Achilli et Françoise Fressoz